



FRANCE

CRISE SANITAIRE

En dehors de la classe, la vie des enfants perturbée par le Covid-19

Repas, périscolaire, activités culturelles et sportives... Les plus jeunes voient parfois tout leur écosystème perturbé par la vague Omicron

Il y a ceux qui ont annulé leur anniversaire, ceux qui n'iront pas en classe de neige, ceux qui mangent froid tous les midis et ceux qui croisent les doigts pour qu'on n'annule pas leur prochain match de basket. La forte mobilisation de la communauté éducative, le 13 janvier, contre la gestion de la crise sanitaire par l'institution scolaire, et les chiffres élevés du Covid-19 - 14 380 classes fermées la semaine dernière, pour plus de 330 000 cas positifs chez les élèves - l'auraient presque fait oublier. Et pourtant, en dehors de l'école aussi, les enfants subissent les conséquences de la cinquième vague de l'épidémie.

Amaëlle Penon, mère de deux garçons à Montreuil (Seine-Saint-Denis), vit ces perturbations au quotidien. La cantine du plus jeune a été fermée pendant quinze jours, quand l'ainé multiplie les tests à mesure que ses coéquipiers du club de handball sont déclarés cas contacts. Mais le plus triste est sans doute d'avoir dû annuler l'anniversaire de Samuel, le cadet, qui rêvait d'inviter ses copains à l'Île de Robinson, un parc de loisirs couvert prisé des enfants montreuillois. Joint par *Le Monde*, le responsable de la structure confirme que les enfants viennent moins nombreux qu'à l'ordinaire. « On a

perdu la moitié des réservations d'anniversaires, ce qui est à la fois beaucoup et quand même moins que ce qu'on attendait, rapporte Eric Le Guyadec. On ne sait pas comment les parents font les arbitrages. » Le masque obligatoire à partir de 6 ans a contribué à simplifier les choses, mais, pour Amaëlle Penon, il était néanmoins « hors de question » de prendre le risque de « créer un cluster » au moment du goûter.

« Pénurie d'animateurs »

Partout, le Covid-19 fait des absents, et, partout, les remplaçants viennent à manquer. Dans les cantines, les centres de loisirs, les associations sportives ou encore les conservatoires de musique, de théâtre et de danse. Souvent, les communes - dont les agents occupent des missions aussi diverses que cantinier, Atsem ou animateur de centre de loisirs - réorientent leurs effectifs pour faire face et continuer à proposer leurs services, même « sur un mode dégradé ». A Troyes, la municipalité a décidé de prioriser l'accueil périscolaire : les enfants dont au moins un des parents ne travaille pas ne seront plus pris en charge le matin, le midi et après la sortie de la classe à 16 h 30, et ce jusqu'aux vacances d'hiver. Sur les 225 agents de la ville affectés à l'enfance et les 80 supplémentai-

res qu'il a fallu engager pour respecter le protocole de non-brassage, 30 % sont absents chaque jour, « et ce ne sont jamais les mêmes », indique l'adjointe chargée de l'éducation à la mairie, Stéphanie Fraenkel. « La priorisation de l'accueil nous permettra d'accueillir 40 % d'enfants en moins, ajoute-t-elle. C'est mieux que rien, et on fera notre maximum pour recommencer à accueillir tout le monde au plus vite. »

La vague Omicron, qui pèse sur les effectifs d'agents communaux, vient se surajouter à un problème de fond, selon Delphine Labails, maire de Périgueux, chargée des questions éducatives à l'Association des maires de France. « La crise a généré une pénurie d'animateurs, soit parce qu'ils se sont réorientés, soit parce qu'ils n'ont pas pu passer le BAFA. »

L'association France urbaine, qui regroupe les élus des grandes métropoles, assure que toutes les municipalités sont confrontées à ce problème. Dans les petites communes, cependant, le point de rupture est plus vite arrivé. « Sur sept agents municipaux affectés à l'école, j'ai trois absents en ce moment, rapporte Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire), une commune de 861 habitants, dont l'école compte 93 élèves. Au bout d'un moment, on n'y arrive plus. » « Chez nous, le





policier municipal est venu en renfort pour servir à la cantine », rapporte également Elen (qui n'a pas souhaité donner son nom), une mère d'élève qui vit à Pordic, dans les Côtes-d'Armor, où les effectifs d'animateurs étaient fortement touchés par le Covid-19 la semaine dernière. « Ma fille était contente, ça a eu l'air de plaire aux enfants que le policier soit là pour aider. »

Dans la vie quotidienne des enfants, les perturbations se cumulent ainsi dans l'école et à l'extérieur, jusque dans les activités sportives, artistiques et culturelles. « Dans le théâtre et la danse, il n'est pas toujours aisé de maintenir les gestes barrières », rappelle ainsi Florence Paupert, présidente de l'association Conservatoires de France, qui dirige le conservatoire de Saint-Quentin (Aisne). Les acteurs que nous avons interrogés dans le secteur des arts et des sports soulignent tous, cependant, la « grande collaboration » des familles, qui cherchent par tous les moyens à maintenir les activités « en présentiel » de leurs enfants. « Il n'y a rien de pire qu'un cours de musique en visio », rappelle Florence Paupert – une situation que les conservatoires ont connue durant les périodes de confinement.

« Une grosse déception »

A Paris, le « plus grand regret » de l'adjoint chargé de l'éducation, Patrick Bloche, est d'avoir « annulé les classes découvertes », ces séjours autrefois appelés « classes vertes », qui devaient emmener 1150 petits Parisiens dans le Poitou et en Isère cet hiver. « L'aspect vie collective en chambrée ne tenait pas avec le protocole, explique M. Bloche. Mais pour les enfants, c'est une grosse déception. » Reste alors l'espoir que la cinquième vague se tasse à temps pour les vacances de février, espèrent les familles. Celles qui le peuvent se sont largement

reportées sur les colonies de vacances, qui, elles, se portent bien, à la grande surprise des organisateurs : les séjours d'hiver de la Ligue de l'enseignement sont remplis « à 85 % par rapport à 2019 », selon Benoît Fontaine, directeur des « vacances pour tous » de l'association, qui évoque « un vrai engouement, sans doute lié au souhait d'envoyer les enfants à la montagne pour qu'ils puissent prendre l'air ».

Même constat à l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), qui emmènera 7000 enfants au ski en février. « Notre objectif est de faire en sorte que les enfants vivent au maximum un séjour normal », détaille Stéphane Bourrier, le directeur des séjours enfants. Le passe sanitaire étant en vigueur sur les pistes, des infirmiers seront présents dans les centres de vacances pour réaliser les tests des enfants non vaccinés. ■

VIOLAINE MORIN

« CHEZ NOUS, LE POLICIER MUNICIPAL EST VENU EN RENFORT POUR SERVIR À LA CANTINE »

ELEN

parente d'élève à Pordic
 (Côtes-d'Armor)

